



## Guinée équatoriale

Adopté le 27 juin 2022

**EB.2022.10**

### *Considérant:*

- [Décisions EB.2019.07](#) et [EB.2019.23](#) encourageant le gouvernement de la Guinée équatoriale à explorer les moyens d'aborder, de mesurer et de surveiller la gouvernance du secteur forestier et ses effets sur la légalité et la production du bois ; à mobiliser des financements nationaux ; et reconnaissant les avancées concrètes en matière de planification de l'utilisation des terres tout en encourageant une intégration complète des forêts et des questions d'utilisation des terres dans ce processus.
- [Décision EB.2020.03](#), dans laquelle le Conseil d'Administration a accueilli avec satisfaction la finalisation du Plan d'investissement national REDD+ de la Guinée Equatoriale.
- [Décision EB.2021.09](#) sur l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) et son lancement le 25 janvier 2022.
- Les propositions reçues de l'Agence française de développement (AFD) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'échéance du 25 avril.
- Les résultats de l'évaluation discutés par le groupe de travail interne de CAFI sur la Guinée équatoriale.
- Les réunions tenues le 16 juin et le 23 juin avec les autorités du GE.

### *Le Conseil d'Administration de CAFI*

1. Remercie le Ministère des finances, de l'économie et de la planification (MHEP) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, des Forêts et de l'Environnement (MAGBOMA) pour leur participation à la 20<sup>ème</sup> réunion de la Conseil d'administration de CAFI à Oslo, et note avec intérêt les progrès réalisés dans la mise en place d'une commission de classification des terres et dans la mise en œuvre de l'inventaire forestier national.

2. Demande à l'Agence française de développement (AFD) d'élaborer un document de programme pour soutenir le dialogue politique et mener des études exploratoires à hauteur de 0,6 million de dollars US. Ce soutien va, comme décrit dans les termes de référence de l'appel à manifestation d'intérêt,
  - Soutenir la production et la collecte de données sur la sylviculture et l'industrie du bois et l'adhésion à l'OIBT ;
  - Cartographier les acteurs de la forêt et du bois et leur évolution potentielle vers la durabilité ;
  - Identifier les actions auxquelles CAFI pourrait contribuer avec un impact significatif sur l'aménagement du territoire ;
  - Explorer les possibilités de programmes locaux intégrés.
3. Souligne que, bien que l'expression d'intérêt de l'AFD démontre une expérience programmatique suffisante, conformément aux critères d'évaluation, l'approche proposée dans l'AMI devrait être révisée afin de mettre l'accent sur le dialogue politique de haut niveau qui nécessite un soutien.
4. Demande à l'AFD, lors de l'élaboration du document de projet, de s'assurer que le personnel est basé en Guinée équatoriale et hébergé par le gouvernement.
5. Demande à l'AFD d'élaborer un calendrier spécifique assorti d'objectifs limités dans le temps et prévoyant un démarrage rapide des activités.
6. Décide qu'après réception de la proposition complète de l'AFD, les fonds ne seront pas déboursés avant que la convention de subvention et les documents du projet ne soient signés par l'AFD et le gouvernement de la Guinée équatoriale.
7. Décide que la signature des documents susmentionnés devrait intervenir dans les 6 mois suivant l'approbation du document de projet par le Conseil d'administration.
8. Remercie la FAO pour sa présentation et son soutien continu à plusieurs processus clés en Guinée équatoriale.
9. Invite la FAO à soumettre une proposition officielle au Conseil d'Administration de CAFI pour une petite subvention afin de soutenir et d'améliorer leur soutien à la planification de l'utilisation des terres, et à permettre au Conseil d'Administration de CAFI d'explorer les possibilités de financement stratégique sur ce sujet.